

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Avenir-des-USA-2012-2016-Analyse-complet>

Avenir des USA / 2012-2016

Analyse complet

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : mardi 24 avril 2012

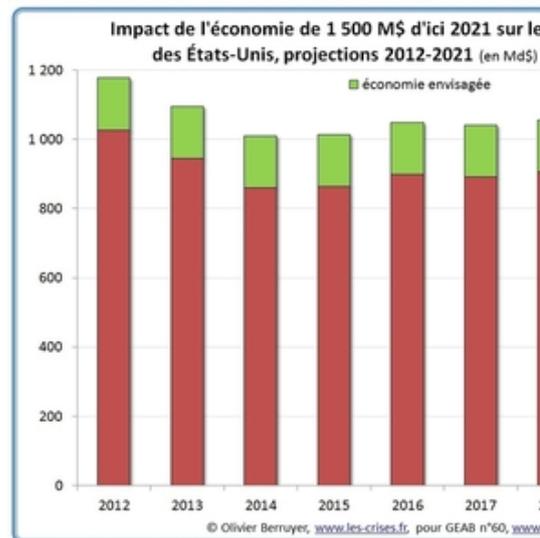
Copyright © El Correo - Tous droits réservés

I. Les Etats-Unis insolubles et ingouvernables



Dans ce GEAB N°60, notre équipe présente donc ses anticipations à propos de l'avenir des Etats-Unis pour la période 2012-2016. Nous rappelons que, depuis 2006 et les premiers GEAB, LEAP/E2020 a décrit la crise systémique globale comme un phénomène caractérisant la fin du monde tel qu'on le connaît depuis 1945, marquant l'effondrement du pilier américain sur lequel cet ordre mondial a reposé depuis près de sept décennies. Dès 2006, nous avons identifié les années 2011-2013 comme étant celles au cours desquelles le « Mur Dollar » sur lequel est assise la puissance des Etats-Unis allait se disloquer. L'été 2011, avec la dégradation de la note de crédit des USA par l'agence S&P a marqué un tournant historique et a confirmé que l'« impossible » [1] était bien en train de se concrétiser. Il nous paraît donc essentiel de fournir aujourd'hui à nos abonnés une vision anticipatrice claire sur ce qui attend le « pilier » du monde d'avant la crise au moment où cette crise est passée à la « vitesse supérieure » depuis l'été 2011 [2]. Ainsi, selon LEAP/E2020, l'année électorale 2012 qui s'ouvre sur fond de dépression économique et sociale, de paralysie complète de l'appareil d'état fédéral [3], de fort rejet du bipartisme traditionnel et de questionnements croissants sur la pertinence de la Constitution, inaugure une période cruciale de l'histoire des Etats-Unis. Au cours des quatre prochaines années, le pays va être soumis à des chocs politiques, économiques, financiers et sociaux comme il n'en a pas connu depuis la fin de la **Guerre de Sécession** qui, hasard de l'Histoire, débuta très exactement il y a 150 ans en 1861. Au cours de cette période, les Etats-Unis vont être simultanément insolubles et ingouvernables, transformant en « bateau-ivre » ce qui fut le « navire-amiral » du monde de ces dernières décennies. Pour rendre compréhensible la complexité des processus en cours, notre équipe a choisi d'organiser ses anticipations en la matière autour de trois grands pôles :

- ▶ 1. **La paralysie institutionnelle US et la dislocation du bipartisme traditionnel**
- ▶ 2. **La spirale économique infernale US : récession/dépression/inflation**
- ▶ 3. **La décomposition du tissu socio-politique US**



La paralysie institutionnelle US et la dislocation du bipartisme traditionnel Notre équipe avait anticipé dès le début 2010 l'état de paralysie institutionnelle qui caractérise les Etats-Unis depuis les élections de Novembre 2010. L'année 2011 a permis à chacun de découvrir qu'en effet il était désormais devenu impossible à Washington de prendre la moindre décision d'importance, surtout dans le domaine des questions économiques et budgétaires, pourtant au coeur des difficultés du pays. Les autorités fédérales sont en effet dorénavant incapables de prendre des mesures pour réduire le déficit fédéral, pour adopter durablement le budget fédéral, pour mettre en oeuvre des politiques de soutien à l'économie,... Que ce soit la Présidence, le Congrès ou la Réserve fédérale, chacune de ces trois institutions-clés se révèle impuissante à décider et/ou mettre en oeuvre des politiques significatives. L'exemple de la Fed, et de son incapacité à mettre en oeuvre un *Quantitative Easing 3* [4], est révélateur du blocage interne du système politique puisque cette institution est désormais en bute à l'opposition publique du Parti républicain, du **Tea**

[Party](#) et des [Occupy Wall Street](#) (sans même parler des oppositions extérieures de la plupart des banques centrales de la planète). Et loin de s'améliorer, cette situation va au contraire s'aggraver en 2012 et après. En effet, l'une des causes majeures de ce blocage institutionnel est la dislocation du bipartisme traditionnel qui s'est accélérée avec les élections au Congrès de Novembre 2010. Déjà, depuis plus d'une décennie, l'un des phénomènes qui avait permis au bipartisme US de fonctionner relativement sans accroc depuis 1945 était en train de disparaître, à savoir la grande perméabilité entre les visions politiques des deux partis : l'absence de clivage idéologique fort permettait d'éviter la paralysie qui guette tout système de stricte séparation des pouvoirs adossé au bipartisme [5]. Au cours des années 2000, cette perméabilité a complètement disparu sur fond de tensions idéologiques croissantes, notamment à l'initiative du Parti Républicain et de ses composantes ultra-religieuses, anti-imposition et dorénavant anti-gouvernement fédéral. Or, depuis 2009, on assiste à l'émergence rapide d'une nouvelle cause de blocage institutionnel : la dislocation pure et simple du bipartisme. Ce changement profond a commencé à s'inscrire clairement dans les débats du Congrès US à partir de Novembre 2010 et surtout au cours de l'été 2011 avec l'impasse sur les discussions budgétaires et le débat surréaliste sur le plafond de l'endettement public américain. Les élus se réclamant de la mouvance *Tea Party* (TP) sont devenus de facto un parti dans le parti républicain, ou plutôt, selon LEAP/E2020, l'embryon d'un nouveau parti en phase de scission du parti républicain traditionnel : leurs thèses se rapprochent du discours confédéré de la Guerre de Sécession (pro-états, anti-fédéral, anti-taxe, pro-blanc, isolationniste, ... et manipulé en grande partie par de puissants intérêts économiques et financiers). A l'automne 2011, on a assisté à l'émergence du « jumeau démocrate » du *Tea Party*, à savoir le mouvement *Occupy Wall Street* (OWS). Comme la mouvance *Tea Party*, OWS rassemble des tendances très disparates : anti-*Wall Street*, anti-interventionnisme, anti-militaire, écologiste, en faveur d'un système de protection sociale,... Les deux mouvements représentent le ras-le-bol généralisé de l'opinion publique US face à la paralysie du système politique fédéral et à la corruption généralisée régnant à Washington [6]. Selon LEAP/E2020, TP et OWS vont être les acteurs-clés des élections au Congrès de Novembre 2012. La recherche de nouveaux acteurs hors des deux grands partis est devenue une priorité pour un nombre croissant de citoyens américains. Pour l'élection présidentielle de 2012, il est illusoire de croire qu'une troisième force sera en mesure de présenter un candidat alternatif. En effet, à moins d'un an de l'élection, il n'apparaît pas de personnalité capable d'incarner cette troisième voie ; et il n'existe pas d'organisation capable de porter une telle candidature au niveau de l'ensemble du pays. En revanche, pour les élections au Congrès (et certainement dans nombre d'élections au niveau des Etats), TP et OWS vont jouer le rôle de « briseurs » du duopole traditionnel Démocrate/Républicain. LEAP/E2020 anticipe donc pour 2012 un Congrès encore plus fractionné que celui-ci, avec les deux mouvances fortement représentées à la Chambre des Représentants. Nous estimons qu'au total, les élus liés au TP et à OWS représenteront un tiers de la Chambre des Représentants et 15% du Sénat. Ce fractionnement accru en 4 partis/mouvances aux convictions idéologiques de plus en plus fermées à l'idée de tout compromis renforcera le caractère ingouvernable du Congrès et donc de l'Etat fédéral puisque le Président ne peut pas faire grand-chose quand le Congrès n'a pas de majorité stable et qu'au contraire il est profondément divisé sur les grandes orientations du pays (y compris sur le rôle du Président). Le système institutionnel des Etats-Unis est totalement dépourvu face à une situation de quadri-partisme, surtout quand cette évolution incarne un rejet du système en place.

Faceoff:
OCCUPY WALL STREET vs. TEA PARTY MOVEMENT

Comparing and contrasting the two largest modern political movements in the U.S.

Why Are They Protesting?

OCCUPY WALL STREET

- *** **REFORM Campaign Financing**
so that big business doesn't gain control over our politicians
- Investigate and arrest**
the fraud committed by banking executives that led to the financial crisis
- TAX the RICH**
Close corporation tax loopholes and enact the Buffet Rule on Fair Taxation

TEA PARTY MOVEMENT

- REDUCE THE SIZE & POWER OF GOVERNMENT**
- REDUCE FEDERAL SPENDING**
Protested TARP bailout bill and ARRA stimulus bill on 2/27/2009
- REDUCE TAXES!**
Protested the 18% tax on soft drinks on 1/24/09

Who are the protestors?

OCCUPY WALL STREET STEREOTYPES

- The unemployed college grad**
 - Has an undergraduate or graduate degree in a field with low demand and low pay.
 - Between ages 22-30
 - Voted for Obama in '08.
- The Hipster**
 - Believes capitalism is fundamentally evil.
 - Strong supporter of socialistic ideals and supports a "radical redistribution of wealth."
 - Unemployed and looking to live off government aid.
- The liberal middle class American**
 - Lost a ton of equity on their home during the financial crisis, although it was never foreclosed on.
 - Increasingly worried about job security due to the economy.
 - A supporter of capitalism but feels like the government is growing corrupt due to the influences of big business.

TEA PARTY MOVEMENT STEREOTYPES

- The Upper Class American**
 - Believes in lowering taxes on the upper class.
 - Libertarian views such as limited government and limited taxation.
 - Feels Obama is moving the country toward socialism.
- The racist**
 - Interested in removing Obama from office because of his race.
 - Retired and has nothing else to do but complain about the government.
 - Blames the democrats for all of the problems we are facing.
- The conservative middle class American**
 - Strongly against the government bailouts of big businesses.
 - A republican, although dissatisfied with all current mainstream republican candidates.
 - Libertarian views such as limited government and limited taxation

LEAP/E2020 s'attend donc dès 2013 à une multiplication de mesures partielles et de courte durée (comme on le constate déjà avec ces accords budgétaires partiels et de dernière minute pour faire « tourner » l'état fédéral [7]), à l'incapacité à programmer les grands équilibres budgétaires du pays [8] et, au plus tard en 2014 (nouvelle année électorale), à une radicalisation des thèses en présence autour d'une redéfinition de ce que sont les Etats-Unis. C'est

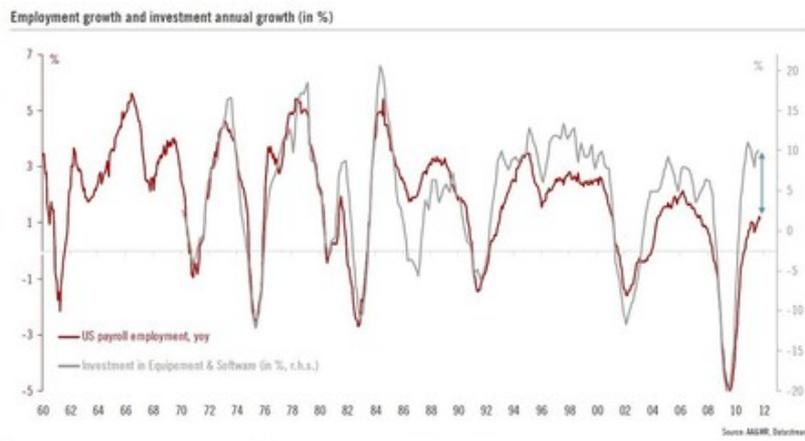
à ce moment-là que s'ouvrira « la fenêtre de tir » pour l'homme [9] providentiel destiné à « sauver le pays ». Ils pourront d'ailleurs être plusieurs candidats au « sauvetage », ce qui renforcera les divisions internes du pays. Cette homme providentiel aura en ligne de mire l'élection présidentielle de 2016, avec au menu une nécessaire aggravation de la situation intérieure et extérieure pour renforcer sa position de « sauveur » [10]. Notre équipe, comme d'ailleurs de nombreux observateurs de la vie politique US, a déjà identifié l'un des candidats possibles à ce rôle de « sauveur de la Nation » : le général [David Petraeus](#). Outre son patronyme qui sonne comme celui d'un *pro-consul romain*, il s'est comporté comme tel lors de son passage à la tête des forces armées US en Irak et Afghanistan. Nombreux sont les militaires, diplomates, et autres bureaucrates fédéraux qui verraient bien un homme de cette « trempe » remettre de l'ordre dans le pays et un état fédéral incontestable aux commandes. Les partisans de l'ordre [11] pour le reste adorent les uniformes. Dans le camp opposé, pour l'instant, il n'y a personne de crédible en termes de visibilité nationale ou de charisme. L'année 2012 peut néanmoins changer cela et faire ressortir une puissante figure de leader dans la mouvance d'OWS ou de la gauche du parti démocrate. Mais notre équipe reste réservée en la matière car cette famille politique a souvent de grandes difficultés à générer des leaders charismatiques [12], surtout dans un pays où leur taux de mortalité est particulièrement élevé (les frères Kennedy, Martin Luther King, ...). La question des équilibres budgétaires en période de récession, du financement des déficits et donc du niveau du budget militaire va considérablement pousser le complexe militaro-industriel [13] à agir, renforçant d'autant l'option « homme providentiel en uniforme ». En résumé, la paralysie actuelle de Washington va s'accroître dès 2012 pour devenir une source de chaos politique généralisé dès 2013 ; et de puissants intérêts vont être tentés de jouer la politique du pire pour assurer la victoire d'un « sauveur » en 2016. Le problème pour tous ces acteurs de la « Beltway » [14], c'est que le pays n'affronte pas une crise « normale », voire même « grave » comme celle de 1929, mais bien une crise historique comme il n'en survient qu'une fois tous les 4 ou 5 siècles [15]. Ainsi les Etats-Unis sont entraînés depuis 2008, avec une accélération notable en 2011, dans une spirale économique infernale : l'enchaînement récession/dépression/inflation. **[II. La spirale économique infernale US : récession/dépression/inflation](#)** En effet, les Etats-Unis terminent l'année 2011 dans un état de faiblesse sans équivalent depuis la Guerre de Sécession. Ils n'exercent plus aucun leadership significatif au niveau international. Les divergences entre blocs géopolitiques s'aiguisent et ils se trouvent confrontés à presque tous les grands acteurs du monde : Chine, Russie, Brésil (et, plus généralement, quasiment toute l'Amérique du Sud) et désormais l'Euroland [16]. Parallèlement, ils n'arrivent pas à maîtriser un chômage dont le taux réel stagne autour de 20% sur fond d'une réduction continue et sans précédent de la population active (qui est tombée désormais à son niveau de 2001 [17]). L'immobilier, fondement de la richesse des ménages US avec la Bourse, continue à voir ses prix chuter année après année malgré les tentatives désespérées de la Fed [18] de faciliter les prêts à l'économie via son taux zéro. La Bourse a repris sa baisse interrompue artificiellement par les deux *Quantitative Easing* de 2009 et 2010. Les banques américaines, dont les bilans sont beaucoup plus chargés en produits financiers dérivés que ceux de leurs homologues européennes [19], s'approchent dangereusement d'une nouvelle série de faillites dont MF Global est un signe avant-coureur, démontrant l'inexistence des procédures de contrôle ou d'alerte trois ans après l'effondrement de *Wall Street* en 2008 [20]. La pauvreté s'étend chaque jour un peu plus dans le pays où un Américain sur six dépend désormais des bons d'alimentation [21] et où un enfant sur cinq connaît des épisodes de vie dans la rue [22]. Les services publics (éducation, social, police, voirie,...) ont été considérablement réduits dans tout le pays pour éviter les faillites de villes, comtés ou Etats. Le succès rencontré par la révolte des classes moyennes et des jeunes (*TP* et *OWS*) s'explique par ces évolutions objectives. Et les années à venir vont voir ces tendances s'aggraver. L'état de faiblesse de l'économie et de la société US de 2011 est paradoxalement le résultat des tentatives de « sauvetage » conduites en 2009/2010 (plans de stimulation, QE, ...) et de la dégradation d'une situation « normale » pré-2008. 2012 va marquer la première année de dégradation à partir d'une situation déjà très détériorée [23]. Les PME, les ménages, les collectivités locales [24], les services publics, ... n'ont plus de « matelas » pour atténuer le choc de la récession dans laquelle le pays est à nouveau tombé [25]. Nous avons anticipé que l'année 2012 allait voir une baisse de 30% du Dollar US par rapport aux principales devises mondiales. Dans cette économie qui importe l'essentiel de ses biens de consommation, cela se traduira par une baisse quasiment équivalente du pouvoir d'achat des ménages US sur fond d'inflation à deux chiffres. *TP* et *OWS* ont donc de beaux jours devant eux car la colère de 2011 va devenir de la rage en 2012/2013. Et selon LEAP/E2020, rien n'est moins certain que la capacité d'un général en uniforme à maîtriser une telle rage. Car le grand enjeu financier de 2012 (qui explique pourquoi les attaques sur l'Euroland se sont multipliées et intensifiées depuis la fin de l'été 2011), c'est tout simplement le financement de l'immense « trou noir » des déficits usaméricains. Dans le GEAB N°61, nous développerons une

analyse plus précise sur le fait que 2012 marquera un tournant catastrophique pour le marché des Bons du Trésor US ; mais ce que nous rappelons ici est déjà acté par l'OCDE : en 2012, il n'y aura plus assez d'argent disponible pour financer les déficits occidentaux [26]. C'est une anticipation que nous avons faite dès 2009 en chiffrant pour la première fois ce que nous avons appelé la disparition des « actifs-fantômes » que cette crise transforme en fumée, choc après choc. L'OCDE confirme donc ce pronostic et cela explique la guerre de plus en plus ouverte que conduisent le Royaume-Uni et les Etats-Unis pour tenter de s'approprier les ressources financières restantes, notamment au détriment de l'Euroland, seule capable d'une attractivité plus grande [27].



Efforts budgétaires requis pour stabiliser le solde primaire des comptes publics au niveau de 2010 (en bleu) et pour ramener le déficit public à 60% du PIB en 2026 (en orange) (en % du PIB) - Source : OCDE, Société Générale, 11/2011

La spirale infernale US récession/dépression/inflation est donc porteuse de turbulences sans équivalent moderne pour les Etats-Unis, à la fois par leur ampleur et leur vitesse. Pour notre équipe, les acteurs de la « Beltway » sont incapables d'imaginer ce choc et ses conséquences. Ainsi, pour prendre un exemple parlant : quand le Pentagone planche avec difficulté sur une éventuelle réduction de 5% de son budget sur les cinq années à venir, il se trompe totalement de magnitude en matière de coupes budgétaires. Entre le blocage institutionnel et surtout le choc économique et financier de 2012, c'est sur une baisse de 50% de son budget qu'il devrait travailler. « Impossible ! » disent les gradés et experts militaires. En fait ils veulent dire « Impensable ! », ce qui n'est pas tout-à-fait la même chose. Qu'ils demandent aux patrons de *Lehman Brothers*, d'*AIG* et aux grands opérateurs de *Wall Street* s'ils estimaient « possible » en 2007 un effondrement généralisé de leur place financière un an plus tard ? Qu'ils demandent aux généraux soviétiques de 1987 s'ils croyaient « possible » que l'URSS ait disparu quatre ans plus tard et que leur budget tombe à quasiment zéro ? Dans une crise historique, l'« impossible » se limite en effet généralement à l'« impensable »... jusqu'au moment où soudain la réalité impose son choix qui ne fait que peu de cas de ce que pensent les acteurs concernés. D'ailleurs les banques US vont affronter en 2012 une nouvelle hécatombe. Comme nous l'indiquions dans le GEAB N°58, entre 10% et 20% d'entre elles vont faire faillite [28] à l'instar de leurs homologues européennes et japonaises. Ce sont les produits dérivés peuplant leurs bilans qui vont les entraîner, conséquence directe de la crise des dettes européennes et contre-coup direct du choc qui affectera d'abord la City, dernier rempart de *Wall Street*. L'hyper-inflation est donc une possibilité très réaliste pour 2013 aux Etats-Unis [29], sur fond de gouvernement fédéral (et de gouvernements locaux) dépourvu de moyens d'action et d'un système bancaire asphyxié par la remontée soudaine de tous les impayés intérieurs (dettes des ménages, des collectivités,...) et extérieurs (dettes souveraines). **III. La décomposition du tissu socio-politique US** La détérioration du tissu socio-économique et socio-politique des Etats-Unis est un phénomène qui s'est engagé il y a déjà une quarantaine d'années. Dans de précédents GEAB, nous avons souligné l'importance des ruptures du tournant des années 1970 dans la dynamique usaméricaine : fin du lien fixe entre le Dollar et l'or, défaite dans la guerre du Vietnam, « *impeachment* » du président Nixon, dernière période des grandes inventions/aventures scientifiques US (conquête spatiale, Internet,...), etc...

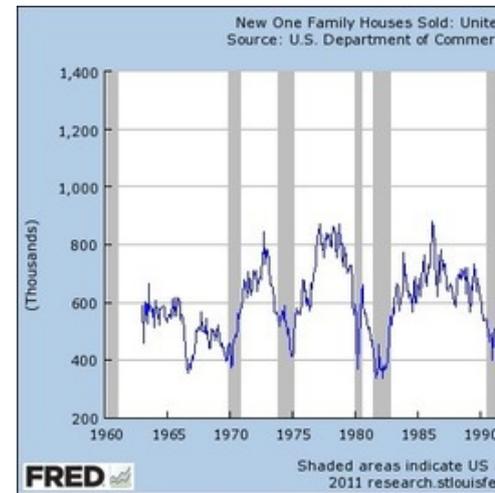


Evolution comparée des investissements US en équipements et logiciels et de l'emploi (1960-2011) - Source : ZeroHedge, 11/2011

Evolution comparée des investissements US en équipements et logiciels et de l'emploi (1960-2011) - Source : ZeroHedge, 11/2011

Un aspect en particulier nous semble stratégiquement important et déterminant pour la période qui s'ouvre : l'effondrement du système éducatif [30]. Pour simplifier, LEAP/E2020 estime que le passage au cours des années 1970 à un système éducatif fondé sur l'évaluation des élèves via des QCM, du primaire jusqu'à l'université, a généré un affaiblissement radical et durable de la formation des générations américaines aujourd'hui âgées de moins de 40 ans. Parallèlement, cela a accentué la mise en place d'un système éducatif à deux vitesses, éloignant encore plus les élites sociales du pays de la classe moyenne, du fait des coûts croissants d'accès à un enseignement de qualité. Enfin, la commercialisation [31] tous azimuts, cumulée avec l'enseignement à distance ou à domicile, a porté un coup fatal à toute cohérence et exigence générale de qualité dans le système éducatif usaméricain [32]. D'une manière générale, sans qu'ils soient responsables de la situation, les moins de quarante ans aux Etats-Unis sont beaucoup moins bien éduqués et socialement moins intégrés [33] que leurs aînés. Cela a des conséquences bien entendu sur leur « employabilité », leur aptitude à agir dans un monde où l'internationalisation est partout et requiert des connaissances variées (comme les langues, l'histoire et la géographie par exemple), leur capacité à relayer dans la réalité les discours sur la ré- ou la nécessité de relever les défis scientifiques [34] et technologiques [35], voire même dans les capacités militaires du pays [36]. Cela génère aussi une baisse de qualité de la vie démocratique et du discours politique car le citoyen est de moins en moins capable de faire le tri entre mensonges et vérité, entre information et manipulation, entre compétence et démagogie [37]. La primaire républicaine pour l'élection présidentielle de 2012 est en la matière un cas d'école comme le souligne Marc Pitzke dans le *Spiegel* du 01/12/2011 en titrant à propos des candidats en lice : « un club de menteurs, de démagogues et d'ignorants ». Il est peu probable qu'un tel « club » aurait pu constituer les candidats à une primaire d'un des deux partis il y a trente ou quarante ans. La dégradation du tissu démocratique et politique du pays est donc bien engagée, en particulier du fait de cette « dés-éducation » générationnelle entamée dans les années 1970. Cette évolution, couplée avec l'impact très inégalitaire de la dépression actuelle qui, comme toute crise, touche plus fortement les plus faibles, renforce rapidement la fragmentation identitaire de la population des Etats-Unis. L'illusion que l'élection d'un président noir aux Etats-Unis allait aider à l'intégration des Africains-Américains s'est vite dissipée. Et la crise montre au contraire que Noirs et Latinos sont les plus affectés [38]. Si les Africains-Américains semblent entamer un retour vers leurs « territoires historiques » du Sud du pays [39], les Latinos quant à eux continuent à prendre le contrôle de toute la partie Sud-Ouest des Etats-Unis. Dans cette zone, on assiste désormais à une vraie guerre dont les narcos-trafiquants sont les vecteurs. Des deux côtés de la frontière USA-Mexique, tueries, corruption, trafics sont en expansion, renforçant les réflexes identitaires des uns et des autres ; et poussant à l'adoption de lois de plus en plus dures contre les immigrants illégaux. La diminution du nombre d'emplois disponibles génère ainsi une vraie guerre pour les « jobs » entre les différentes communautés. Si le tissu socio-politique se dégrade, c'est aussi du fait de l'effondrement de la qualité des infrastructures du pays [40] : ponts, routes, voies ferrées, aéroports, digues, barrages, centrales nucléaires, pipelines, etc... auraient besoin de plus de 2 000 milliards USD pour être juste réparés (sans investissements nouveaux) [41]. Or, tout le monde sait qu'un tel budget est impossible à obtenir d'un congrès bloqué et d'un budget ultra-déficitaire. Cette situation non plus n'est pas nouvelle ; mais comme pour toute

chose, le temps qui passe n'arrange rien, bien au contraire.



Evolution des ventes de maisons individuelles aux Etats-Unis (1960-2011) (en milliers) - Sources : FRED / US Department of Commerce, 11/2011

LEAP/E2020 soulignait dès 2006 cette situation désastreuse des infrastructures et ses conséquences très graves à moyen terme pour l'économie et le tissu social du pays. Six ans sont déjà passés et en 2016 cela fera dix ans : un temps suffisant pour que des ponts en mauvais état s'effondrent ou des pipelines qui fuient finissent par exploser. Les gens ont tendance à s'habituer au mauvais état des choses pensant peu à peu que c'est leur état normal... jusqu'au jour où elles cassent complètement. En matière d'infrastructures, nous estimons que la période 2012-2016 va voir une telle évolution. Tensions inter-communautaires, détérioration du lien social, démagogie politique, « dés-éducation » massive, absence d'emplois, augmentation rapide de la pauvreté [42],... tout cela conduit à une évolution très prévisible qui a marqué les ventes du « **Black Friday** » de 2011 : non seulement les images ont montré au monde entier un degré de violence aberrant pour ce qui n'est censé être qu'un jour de soldes (morts, tirs d'arme à feu, pugilats, émeutes,...) [43], mais surtout le Black Friday 2011 est remarquable pour l'un des produits qui a connu la plus forte augmentation des ventes par rapport à 2010 (+32% [44]) : les armes à feu. De quoi un tel phénomène peut-il bien être le signe dans un pays qui a déjà plus de 200 millions d'armes à feu en circulation ? Selon LEAP/E2020, c'est un signe de plus que la population américaine se prépare au pire [45], et qu'elle s'y prépare de plus en plus [46]. En matière de psychologie collective, il existe des phénomènes qui s'auto-entretiennent. La peur d'une évolution de la crise vers la violence se nourrit aussi des coupes budgétaires dans les forces de police et du sentiment que l'augmentation du nombre de pauvres va constituer une menace croissante pour les possédants [47]. Nous avons déjà évoqué le choc social que va générer la nouvelle série de faillites bancaires de 2012. Ainsi, dès 2013, nous estimons que cette période de violence incontrôlée éclatera du fait de l'ensemble des contraintes présentées dans cette anticipation. Ce sera d'ailleurs l'un des arguments qui sera utilisé pour chercher un « sauveur » capable de restaurer la loi et l'ordre : un général-shérif. Pour conclure, nous n'examinerons pas ici la situation géopolitique des Etats-Unis pour cette période. Nous avons déjà, dans le GEAB N°59, anticipé le retrait militaire US hors d'Europe continentale pour 2017 en ajoutant plusieurs analyses sur l'évolution de la présence militaire US dans le monde. Nous rappelons que nous n'anticipons pas de conflit majeur initié par les Etats-Unis pour la période en question. En effet, le pays n'a plus les moyens politiques, budgétaires, diplomatiques et bientôt militaires pour se lancer dans de telles aventures. Comme nous n'anticipons pas d'agression directe contre les Etats-Unis provenant d'un Etat, cette option nous paraît donc non pertinente pour anticiper les événements de la période 2012-2016. Cela n'empêchera pas des « heurts » parfois violents de se dérouler entre les Etats-Unis et des pays comme l'Iran [48], la Chine, la Russie,... mais ils resteront de nature infra-conflictuelle (attaques informatiques, espionnages, sabotages,...). L'actuelle tentative de l'administration Obama de déclencher une mini Guerre Froide avec la Chine [49]] tournera court pour deux raisons :

- ▶ elle est à vocation électorale pour crédibiliser la stature d'homme d'Etat d'Obama à un an des élections [50]
- ▶ elle est le fait d'un pays désargenté qui « menace son banquier » (un banquier bien armé qui plus est) ; ce qui ne peut pas aller bien loin.



Evolución comparada de las exportaciones de petróleo venezolano a Estados Unidos y a China (en millones de barriles por día) - Fuente : Wall Street Journal, 11/2011

Last but not least, nous considérons que 2013/2015 est une période susceptible de voir l'ordre constitutionnel des Etats-Unis être bouleversé par les évènements. Les tensions internes du pays, les pressions extérieures et le degré de méfiance voire de haine des différentes communautés entre elles (ethniques, sociales, religieuses, ...) vont rendre de plus en plus difficile le déroulement du processus inventé il y a plus de deux cents ans par les Pères fondateurs du pays. Comme le Royaume-Uni et la France, les Etats-Unis comptent parmi les pays dont la structure politique et le système institutionnel sont parmi les plus anciens en activité. Loin d'être un gage de durée, cette caractéristique est, en période de grande transition historique, plutôt un handicap majeur, car porteur d'obsolescence [51]. D'ailleurs, depuis deux ans environ, le débat sur la Constitution du pays s'est ouvert aux Etats-Unis. C'était auparavant un sujet tabou : la Constitution, texte sacré, était non questionnable sauf à être « anti-usaméricain ». Aujourd'hui, que ce soit pour revenir à l'esprit des fondateurs ou à la lettre du texte, tous deux jugés perdus (thèse notamment des TP), ou au contraire pour l'adapter au XXI^e siècle (thèse plus gauchisante, tendance OWS), le débat existe. Et dans les conversations privées, ce thème, impensable il y a seulement trois ou quatre ans, a droit de cité. A moyen et long terme, c'est une bonne chose pour permettre l'évolution et l'adaptation du pays [52] ; mais à court terme, cela traduit le désarroi croissant de l'opinion publique et la fragilité toujours plus dangereuse des élites au pouvoir. Cette combinaison est traditionnellement propice à des remises en cause de l'ordre institutionnel, à l'occasion de graves chocs affectant la psyché collective. Et comme nous l'anticipons, ce ne sont pas ces chocs qui vont manquer dans les cinq années à venir ; dans un pays insolvable et ingouvernable.

IV. Cinq propositions stratégiques pour moderniser le système institutionnel US LEAP/E2020 est un *think-tank* qui a certes une bonne connaissance des Etats-Unis, des collaborateurs et des abonnés aux Etats-Unis ... et près de deux millions de lecteurs usaméricains de ses communiqués publics ; mais c'est un *think-tank* européen, et non US. Nous avons donc longuement hésité avant de répondre favorablement à la demande de plusieurs de nos abonnés US que nous formulions certaines recommandations pour contribuer à sortir le pays de l'impasse dans laquelle il se trouve. Nous sommes souvent très critiques sur les conseils aberrants et illégitimes que professent aux Européens les dirigeants et experts usaméricains. Il est donc important pour nous de ne pas faire ce que nous critiquons chez les autres. Nous avons donc décidé, d'une part d'être bref, d'autre part de nous limiter au système institutionnel et, enfin, nous rappelons que chaque entité politique a ses propres logiques internes, ses contraintes spécifiques, un socle de valeurs et idéaux qui appartiennent à ses citoyens... et qu'il est souvent illusoire pour des étrangers de prétendre les comprendre et les intégrer dans des conseils. Ces limites étant posées, voici quelques idées qui peuvent être utiles dans le débat qui commence aux Etats-Unis sur l'avenir institutionnel du pays.

► **1° proposition :**

Généraliser les débats et discussions sur la Constitution.

Elle n'est ni un texte sacré, ni un texte parfait. Elle incarne les conceptions politiques des fondateurs des Etats-Unis et est nécessairement marquée du sceau de son temps : la fin du XVIII^e siècle. Ces mêmes « pères fondateurs » seraient certainement aujourd'hui les premiers à conseiller aux Américains du XXI^e siècle de reconsidérer l'ensemble de l'édifice institutionnel qu'ils ont légué. Deux cents ans c'est très vieux pour une constitution et le monde de 2011 n'a pratiquement plus aucun rapport avec celui de 1787. Ceux qui sanctifient les textes politiques au nom de la tradition ou du respect des « fondateurs » sont généralement les grands bénéficiaires actuels du système et ne veulent tout simplement pas perdre les privilèges qu'il leur dispense.

► 2^e proposition :

Reconsidérer la position géographique des institutions .

Le positionnement géographique des lieux de pouvoir et la nature de ce pouvoir sont toujours intimement liés. En contradiction avec la conception fédérale du pays, les Etats-Unis ont actuellement une structure de pouvoir politique hyper-centralisée : tout se passe à Washington. On retrouve ici un trait partagé par deux autres vieux systèmes institutionnels occidentaux : le système britannique où tout se passe à Londres ; et le système français où tout se passe à Paris. Ils reflètent l'état des infrastructures de transport et de communication du XVIII^e et XIX^e siècle (chevaux, diligence, train à vapeur, courrier postal) et sont donc très peu adaptés aux sociétés du XXI^e siècle caractérisée par l'Internet, les avions, les trains à grande vitesse et les satellites.

D'autre part, l'hyper-centralisation favorise la captation du pouvoir politique par des élites qui s'auto-renouvellent, se ferment au reste du pays et développent des relations incestueuses avec les intérêts privés les plus puissants car elle favorise l'émergence d'une atmosphère de « bulle de pouvoir » coupée du reste du pays. Il est très surprenant qu'un pays aussi vaste que les Etats-Unis continue au XXI^e siècle à voir toutes ses institutions concentrées dans une ville de l'Est du pays, à des milliers de km de 75% de la population (côte Ouest, côte Sud, sud de la côte Est,...). Le polycentrisme de l'Etat fédéral, c'est-à-dire, la répartition de grandes institutions fédérales dans une série de grandes métropoles du pays permettrait de pallier ce handicap et de rapprocher ainsi les élites politiques et administratives du pays de l'ensemble de la population. Deux arguments sont généralement opposés à ce polycentrisme institutionnel : un « coût trop élevé » et une évidente « inefficacité ». Ils peuvent être balayés du revers de la main très aisément : d'une part, aujourd'hui toutes les grandes entreprises fonctionnent en réseau sur ce modèle polycentrique ... et elles ne sont pas connues pour rechercher l'accroissement des coûts de fonctionnement ; d'autre part, l'efficacité est un concept relatif qui en matière politique se fonde sur la pertinence et le succès des décisions prises. Les systèmes hypercentralisés actuels, comme celui de Washington, sont caractérisés de manière quasi-unanime comme étant justement incapables désormais de prendre des décisions pertinentes et de conduire avec succès les politiques décidées : là encore, le fonctionnement en réseau, caractéristique des systèmes polycentrés, fait chaque jour dans nos sociétés la preuve de son efficacité par opposition au fonctionnement pyramidal des systèmes centralisés.

► 3^e proposition :

Réduire les situations de blocages décisionnels potentiels

Il est utile d'éliminer du système le maximum de procédures qui permettent à de petites minorités de bloquer l'évolution générale. Dans le cas des Etats-Unis, cela passe par la réduction de la distorsion entre la représentation démographique et la représentation des Etats : il serait utile d'accroître le nombre des membres de la Chambre des Représentants pour renforcer la représentation populaire ; et d'autre part réduire la capacité de blocage au Sénat de la part d'Etats peu peuplés. Cette dernière option peut se faire soit en ajoutant une variable démographique au nombre de sénateurs par Etat, soit en réduisant fortement les majorités qualifiées nécessaires pour prendre les décisions afin de limiter les possibilités de blocage d'une petite minorité.

► 4^e proposition :

Réduire fortement l'influence de l'argent dans les élections fédérales

La prise en charge par l'Etat fédéral des dépenses de campagne des candidats en introduisant une sélection via l'exigence d'un minimum de signatures de citoyens ou d'élus pour pouvoir être candidat empêcherait l'essentiel de la distorsion actuelle qui s'exerce au profit des grandes entreprises et des ultra-riches.

► **5° proposition :**

Intégrer l'éducation dans les compétences fédérales

Comme nous l'avons analysé dans ce GEAB N°60, LEAP/E2020 estime que l'effondrement du système éducatif US est au coeur de la crise que traverse actuellement le pays. Et nous pensons qu'il est impossible que les Etats-Unis sortent de cette crise autrement que durablement très affaiblis si le système éducatif n'est pas remis sur pieds. Sous prétexte d'éviter une « main-mise fédérale », la situation institutionnelle actuelle laisse de facto l'éducation n'être la responsabilité politique de personne ; ou plutôt elle est laissée dans les mains de ceux qui font des profits financiers avec l'éducation. C'est la pire des situations car elle consiste à laisser l'avenir du pays entre les mains de n'importe qui. Il faut que le pays tranche : soit il en fait une compétence fédérale et le président et le Congrès deviennent directement responsables du succès ou de l'échec du système éducatif US ; soit il le confie aux Etats et dégage le niveau fédéral de toute responsabilité rendant chaque Etat comptable devant ses propres citoyens de la qualité de l'enseignement.

Nous espérons que ces quelques idées pourront être utiles à certains de nos abonnés usaméricains.

► [GEAB N°60](#), le 15 décembre 2011

[1] Souvenons-nous qu'un an auparavant seulement, il paraissait totalement farfelu d'anticiper une telle dégradation. Les experts financiers, médias spécialisés et autres spécialistes de « l'avenir comme copie conforme du passé » estimaient impossible une telle dégradation, ou éventuellement à terme de cinq ou dix ans si la situation financière du pays continuait à se dégrader.

[2] Cette exigence est d'autant plus forte que les sphères médiatiques et financières sont totalement parasitées par le « leurre » que constitue la « crise de l'Euro », destinée, comme nous le soulignons depuis deux ans, à cacher la gravité de la situation au coeur du système financier mondial, à savoir à *Wall Street* et à la *City*. Le retentissant échec de David Cameron à Bruxelles la semaine dernière illustre d'ailleurs l'affolement qui règne au coeur de la finance anglo-saxonne.

[3] L'Euroland, malgré ses « handicaps » rappelés à longueur de médias anglo-saxons et les quolibets hystériques des relais de *Wall Street* et la *City*, réussit depuis près de deux ans à construire tout un nouvel appareillage politico-institutionnel pour traverser la crise et se préparer au monde d'après. Les Etats-Unis au contraire s'avèrent totalement incapables de la moindre initiative pour s'adapter à la nouvelle donne mondiale, comme l'a montré encore récemment l'échec de la super-commission de réduction du déficit malgré son objectif bien limité de 1 500 milliards de réductions sur 10 ans (voir le graphique ci-dessus). L'Histoire des Etats comme des espèces montre pourtant que la capacité d'adaptation est essentielle à la survie ; et que c'est une loi qui ne souffre aucune exception.

[4] Une situation que nous avons anticipée dès le QE2 alors que l'idée dominante des marchés financiers était que rien ne pouvait empêcher la Fed de faire tourner indéfiniment sa planche à billets. Les investisseurs en bourse paient d'ailleurs actuellement très cher le prix de cette conviction erronée.

[5] En effet, le [système institutionnel des Etats-Unis](#), fidèle reflet des idées des Lumières et de [Montesquieu](#) en particulier, met face-à-face des pouvoirs qui n'ont quasiment aucun contrôle les uns sur les autres. Quand cela fonctionne, on appelle cela l'équilibre des pouvoirs et on s'en émerveille (les cours de droit constitutionnel de ces soixante dernières années ont ainsi fait des Etats-Unis un modèle du genre). Mais quand cela dysfonctionne, cela conduit tout droit à la paralysie car aucune autorité ne parvient à s'imposer aux autres et donc les décisions difficiles sont sans cesse repoussées, ce qui très vite précipite le pays dans le chaos ; surtout que ce type de situation a tendance à survenir en temps de crise

(moment qui exige de prendre rapidement des décisions très difficiles) et non pas quand tout va bien.

[6] Car il faut bien appeler « un chat un chat » : le système institutionnel US est désormais complètement gangréné par les intérêts privés du 1% les plus riches du pays (grandes entreprises, *hedge funds*, milliardaires,...) et c'est bien ce constat qui provoque la colère des citoyens usaméricains de tous bords. La décision de 2010 de la Cour Suprême de supprimer toute limite au financement des campagnes politiques par les entreprises ne fait qu'entériner cette situation tout en montrant que le pouvoir judiciaire est désormais gangréné lui aussi au plus haut niveau. Notre équipe souhaite préciser que ce type de constat est maintenant monnaie courante dans l'ensemble de la population US alors qu'il était encore marginal jusqu'en 2008. Et ce glissement de la marge vers le « *mainstream* » est signe que le pays s'apprête à affronter une grave crise politique : la perte de confiance dans les institutions est toujours un traumatisme terrible pour un pays, surtout quand il succède à une confiance quasiment aveugle dans ces mêmes institutions. Il n'y a que les américanistes hors des Etats-Unis, et en particulier en Europe, pour croire encore aux vertus du système US ; cette étape est désormais bien dépassée par la majorité des Usaméricains.

[7] Cette semaine nous assistons à nouveau à un tel épisode risquant pour la troisième fois de l'année de faire fermer l'administration fédérale faute d'accord budgétaire temporaire. **Source** : [CNBC](#), 14/12/2011

[8] Nous estimons très probable que le budget 2013 soit tout simplement impossible à adopter, contribuant à renforcer le chaos ambiant. En effet, les deux tendances opposées qui font des dépenses sociales ou militaires des « tabous » budgétaires vont se trouver renforcées après Novembre 2012 rendant tout compromis toujours plus illusoire. Et notre équipe ne croit pas à la mise en oeuvre des « réductions automatiques » en 2013 résultant de l'échec de la super-commission sur le déficit public : le lobby militaro-industriel n'acceptera pas cette réduction brutale. Seules les trois grandes agences de notation font mine d'y croire pour repousser encore quelque temps une nouvelle dégradation de la note des Etats-Unis.

[9] Ou la femme.

[10] Ce sont des méthodes classiques pour pays en crise grave. L'Histoire fourmille de ce type de situations. Or, en perdant leur statut exorbitant en termes de richesse et d'isolement, les Etats-Unis appartiennent désormais à l'Histoire. Ils ont cessé d'être un rêve qui flotte au-dessus de la dure réalité des autres continents.

[11] Qui comptent bien entendu les grandes fortunes et entreprises US dans leurs rangs ; et les Républicains de toutes obédiences ou presque (sauf la frange libertaire des Tea Parties comme Ron Paul). **Source** : [Time](#), 24/06/2011

[12] La gauche se méfie en général des chefs.

[13] Nous rappelons que cette formule n'a pas été inventée par un gaucho-pacifiste invétéré mais par le président Dwight Eisenhower lors de son discours de fin de mandat en 1960. **Source** : [Wikipedia](#)

[14] Expression qui désigne les « initiés » qui oeuvrent au coeur du pouvoir fédéral, à l'intérieur du périphérique de Washington (Beltway).

[15] Autant dire que les Etats-Unis n'ont jamais connu un tel « tsunami » puisqu'ils sont trop récents pour cela.

[16] Dans son superbe poème « [Tu seras un Homme, mon fils](#)(ème) », Rudyard Kipling écrivait « ... Si tu peux supporter d'entendre tes paroles / Travesties par des gueux pour exciter des sots, / Et d'entendre mentir sur toi leurs bouches folles / Sans mentir toi-même d'un mot... Alors les Rois, les Dieux, la Chance et la Victoire / Seront à tous jamais tes esclaves soumis ». Et ce conseil vaut pour les collectivités aussi bien que pour les individus car la lecture de la presse anglo-saxonne à propos de l'Euro et de l'Euroland fait irrésistiblement penser à notre équipe à ce passage du poème. Cependant, avec la marginalisation du Royaume-Uni au sein de l'UE et l'accélération de l'intégration de l'Euroland (conformément à nos anticipations), nous constatons le franchissement d'une barrière psychologique dans l'Euroland : le temps n'est plus à ménager les susceptibilités de nos « alliés » anglo-saxons, mais tout simplement à se protéger des attaques de nos adversaires anglo-saxons. A la différence des médias et experts « *mainstream* » de *Wall Street* et la *City*, les Eurolandais ne perdent pas de temps « à travestir les paroles pour exciter des sots » ; ils se contentent de prendre en compte la réalité, d'avancer en faisant le « gros dos » et de couper une à une les cordes qui les reliaient aux places financières (et demain politiques) britanniques et usaméricaines. Notre équipe ne peut pas résister au plaisir de présenter une nouvelle illustration de la manipulation quotidienne d'information dont se sont fait une spécialité la plupart des médias britanniques et américains. Ainsi, dans le cadre de notre rubrique « les gueux parlent aux sots », *MarketWatch* publiait un article le 14/12/2011 intitulé « [Les gestionnaires](#)

[de fonds craignent une dislocation de la zone Euro](#) ». Or, que découvrait-on à l'intérieur de l'article ? Que leur principale crainte (pour 75% d'entre eux) était une nouvelle dégradation de la note US (48% pensant que cela arrivera en 2012) alors que seulement 44% d'entre eux pensaient qu'il y avait un risque qu'un pays sorte un jour de la zone Euro, sans mention de délai. Un titrage honnête aurait donc dû être « Les gestionnaires de fond craignent une nouvelle dégradation de la note US ». Mais comme on dit en Français : « à la guerre, comme à la guerre ! »

[17] Alors que, dans le même temps, la population US s'est accrue de 30 millions de personnes, soit une hausse de 10%. Source : [Washington Post](#), 02/12/2011

[18] Pour notre équipe, 2013/2014 va offrir, via le Congrès et du fait d'un soutien massif dans l'opinion publique, une occasion sans précédent de réclamer un démantèlement de la Fed. Les convictions anti-fédérales des *Tea Parties* et celles anti-*Wall Street* d'OWS trouveront là un irrésistible point de convergence.

[19] Source : [New York Times](#), 24/11/2011

[20] A ce sujet, il est particulièrement intéressant de constater que les agences de notation, Moody's en tête, n'ont à nouveau rien vu venir puisque, jusqu'à la fin de l'été 2011, MF Global était recommandé par ces agences ... alors même que la société était déjà en train de ponctionner les comptes de ses clients pour tenter de survivre. Que ceux qui croient que leurs investissements sont mieux protégés à *Wall Street* ou la *City* méditent sur ce « détail ».

[21] Sources : [MSNBC](#), 11/2011 ; [RT](#), 08/12/2011

[22] Ce sont des chiffres qui classent dorénavant le pays intégralement dans la catégorie « tiers-monde » en matière sociale. Source : [Beforeitsnews](#), 29/11/2011

[23] Le pays ne parvient plus à générer de la croissance comme l'explique Gregor McDonald dans [SeekingAlpha](#) du 05/12/2011.

[24] Source : [Washington Post](#), 29/11/2011

[25] En fait, il ne l'a jamais quittée depuis 2008, sauf techniquement du fait des mesures macro-économiques. Mais personne ne se nourrit de macro-économie... sauf les économistes.

[26] Source : [Financial Times](#), 11/12/2011

[27] A ce propos, si certains croient que la Fed est intervenue avec les autres grandes banques centrales il y a un mois pour venir au « secours » de l'Euroland, c'est qu'ils connaissent mal les motivations de l'interventionnisme US : les Etats-Unis interviennent hors de leurs frontières uniquement s'ils estiment que leurs intérêts directs sont en jeu. Leurs interventions à retardement dans les deux guerres mondiales illustrent très bien cette réalité. En l'occurrence, comme nous l'avons analysé et comme le montre le cas MF Global, c'est tout simplement pour sauver leurs propres banques et institutions financières qu'ils sont intervenus. Elles oscillent au bord du vide, avec leurs bilans gonflés de produits dérivés dont personne ne connaît la teneur exacte ; et seule la Fed empêche depuis trois ans la faillite généralisée de *Wall Street*. Comme anticipé dans plusieurs GEAB, la Fed sait très bien que l'Euroland est LE détonateur par excellence qui déclenchera l'explosion de *Wall Street* et la *City* ; alors elle arrose la mèche tant qu'elle peut le faire.

[28] Sans même mentionner le nombre croissant de procédures judiciaires dans lesquelles elles sont entraînées. **Source** : [Le Monde](#), 04/12/2011

[29] Surtout que selon LEAP/E2020, la fin 2012 verra l'Euroland mettre en place une politique pro-active d'utilisation de l'Euro pour tous ses échanges y compris énergétiques. La décision prise par les banques eurolandaises de cesser leurs activités de prêt en Dollars US (elles sont passées d'un besoin de 1 300 milliards USD à 800 Milliards USD en 2011 et probablement moins de 500 milliards USD en 2012), suite à la tentative d'asphyxie dont elles ont été victimes par leurs partenaires de *Wall Street* et de la *City*, va automatiquement se traduire par un double phénomène dès la fin 2012 : une forte baisse de la demande mondiale de Dollars US ; et au contraire, une activité renforcée de prêts en Euro. Comme la Chine continue, avec ses partenaires BRICS, à accroître les échanges en Yuan (ou dans les autres monnaies BRICS), 2012 va donc être caractérisée par l'émergence de deux grandes zones monétaires à côté de la zone Dollar. Cet effondrement de la demande mondiale de

Dollars pour les transactions commerciales va générer un retour massif de Dollars vers les Etats-Unis et contribuer à l'épisode hyper-inflationniste que nous anticipons pour 2013. Source : [New York Times](#), 01/12/2011

[30] [NPR](#), 16/03/2010

[31] La qualité des diplômes ne bénéficie d'aucun contrôle sérieux. Source : [New York Times](#), 22/11/2011

[32] Pour ce qui est des « universités d'élite » et de l'éternel argument qu'elles sont les meilleures au monde, nous renvoyons à notre anticipation de 2007 publiée dans le [GEAB N°18](#) : « Valeur des diplômes universitaires internationaux : Quels choix faire aujourd'hui pour avoir un diplôme international toujours valable dans dix à vingt ans ? ». Quatre ans plus tard, cette analyse nous paraît avoir encore gagné en crédibilité. Et elle recoupe d'autres études comme celle publiée le 26/10/2011 par l'excellent site [criseusa](#) sous le titre : « La crise et l'enseignement supérieur aux USA : Les fausses idées sur l'économie de l'intelligence aux USA ».

[33] Cet aspect recouvre deux choses : les milieux moins favorisés, qui incluent dorénavant l'essentiel de la classe moyenne, ont rencontré des difficultés croissantes à faire accéder leurs enfants aux meilleures universités. Ce phénomène est bien entendu fortement renforcé par la crise qui voit les droits d'inscription augmenter et les revenus baisser. Cela réduit la diversité sociale des élites à venir du pays. Et à l'inverse, le pays se prive de compétences multiples en cassant cette échelle sociale que constitue l'éducation. Les Etats-Unis ne sont pas le seul pays occidental à faire face à de telles évolutions. Mais, avec le Royaume-Uni, c'est le seul à être aussi fortement touché par cette tendance et depuis aussi longtemps.

[34] La montée en puissance du [créationnisme](#) en est une autre illustration.

[35] La chute des formations scientifiques et techniques au profit des secteurs de la finance, du droit ou de la gestion va ainsi dans le sens contraire des discours officiels

[36] On a vu en Irak ce que pouvait donner une troupe (et des dirigeants) sans connaissances sur la culture d'un pays ou la complexité d'une société étrangère. Le résultat est que les Américains quittent l'Irak en étant perçus essentiellement comme des occupants et non pas comme des libérateurs : cela a ainsi obligé au départ l'intégralité des troupes US. Et la mauvaise gestion de l'aventure irakienne laisse des traces négatives durables dans tout le Moyen-Orient, région d'importance stratégique pour Washington. Source : [Washington Post](#), 12/12/2011

[37] Comme le remarque Andy Xie dans un excellent article de [Caixin](#) du 09/12/2011, le système américain renforce depuis plusieurs décennies les privilèges indus de certaines catégories au détriment de l'intérêt collectif.

[38] Source : [New York Times](#), 28/11/2011

[39] Source : [New York Times](#), 24/03/2011

[40] L'éducation est aussi une infra-structure en fait.

[41] Source : [Greenbiz](#), 19/05/2011

[42] Source : [New York Times](#), 18/11/2011

[43] Source : [MSNBC](#), 25/11/2011

[44] Et encore, il est possible que ce chiffre atteigne +50% car nombre de ventes n'était pas comptabilisé dans l'attente de la validation de leur statut par l'administration compétente. Source : [USAToday](#), 01/12/2011

[45] Source : [Guardian](#), 15/12/2011

[46] Puisque les ventes d'armes sont en hausse depuis le début de la crise.

[47] Elle alimente aussi, avec la raréfaction des emplois, un exode croissant d'Usaméricains vers l'étranger. Sources : [CNBC](#), 06/12/2011 ; [RT](#), 08/12/2011

[48] En 2016, les Etats-Unis auront été conduits à revoir leur alliance inconditionnelle avec Israël. D'une part parce que TP et OWS s'entendent sur ce point en voulant réduire radicalement le budget militaire et en refusant l'interventionnisme extérieur ; d'autre part parce que la fin du monopole du Dollar sur le prix des matières premières, dont le pétrole, rendra le coût de cette alliance inconditionnelle trop élevé pour Washington.

[49] Sources : [William Pfaff](#), 22/11/2011 ; [People's Daily](#), 01/12/2011

[50] Le nom du futur président des Etats-Unis n'a que peu d'importance car il sera un président paralysé et qui de facto sera une simple transition sur fond de chaos. Les personnalités en lice illustrent bien la situation : Obama dont tout le monde, y compris ses supporters, a pu constater l'absence d'envergure et de volonté politique ; [Mitt Romney](#) dont même les Républicains (surtout les TP) ne savent pas trop quoi penser et [Newt Gingrich](#) qui est un démagogue complet sans aucune conviction. Les trois sont de toute façon l'expression des puissances en place à *Wall Street* et Washington, choisis parce qu'ils sont contrôlables... donc sans importance en période de crise grave. Sources : [Reason](#), 12/09/2011

[51] On voit comment le Royaume-Uni est en train de se disloquer en heurtant de plein fouet le souverain continental émergent qu'est l'Euroland : coalition au bord de la rupture et surtout menaces renforcées de séparatisme formulées par les dirigeants écossais et gallois (sources : [Scottish TV](#), 12/12/2011 ; [Wales Online](#), 07/12/2011). Et pour ce qui est de la France, notre équipe partage complètement les anticipations de Franck Biancheri dans la version française de son livre « [Crise mondiale : en route pour le monde d'après](#) » (la trentaine de pages concernées ne figure pas dans les versions parues dans d'autres langues). Il anticipe une crise majeure du système institutionnel français d'ici 2020 au plus tard si l'Etat n'est pas capable de « casser son centralisme parisien » et de se « polycentrer » en utilisant les métropoles régionales du pays. Une majorité croissante de Français ne reconnaît plus à des élites parisiennes aux pouvoirs réels de plus en plus faibles (du fait de l'intégration européenne) la légitimité de décider de ce qu'est la France et de ce que veulent les Français ; tout cela pour un coût de moins en moins supportable. Là aussi, le modèle hérité de la Révolution et de l'Empire (fin XVIII^e siècle comme la Constitution des Etats-Unis) touche à sa fin sous les coups de boutoir d'un monde que la crise fait changer à grande vitesse.

[52] Notre équipe, bien qu'européenne pour l'essentiel, se permet de suggérer des pistes d'évolution constitutionnelle dans la partie Recommandations ; notamment parce que, au cours des derniers mois, de nombreux abonnés américains nous ont demandé de le faire.